



*Marquant un renouveau de cordialité dans les relations États-Unis—Europe, le secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, porte un toast avec trois de ses homologues européens — M. Jean Sauvagnargues de France, M. Hans-Dietrich*

*Genscher d'Allemagne de l'Ouest, et M. James Gallagher de Grande-Bretagne — à l'occasion de l'approbation de la Déclaration d'Ottawa pendant la réunion de juin des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN.*

politique étrangère américaine. Des diversions comme celle du Vietnam semblaient devoir les priver du leadership intime et positif ainsi que du traitement privilégié que leur ménageaient les États-Unis avant l'intensification du conflit vietnamien.

A partir de 1965, les Européens se sont sentis délaissés et relégués à un rang secondaire dans l'ordre des priorités du gouvernement américain. L'OTAN, le plus fort lien entre les nations atlantiques, s'en est ressentie également. Les Européens se refusant à tout engagement direct en dehors des limites définies de la région nord-atlantique, l'OTAN se trouvait à perdre peu à peu tout rapport avec l'entreprise cardinale de la politique étrangère américaine.

Il y a lieu de se demander pourquoi, laissés à eux-mêmes, les Européens de l'Ouest n'ont pas cherché à compenser l'absence de leadership américain en tâchant plus énergiquement de transformer le Marché Commun en une communauté plus large et plus puissante. Cette question appelle deux réponses. Tout d'abord, le chemin d'une plus large intégration avait été bloqué par le général de Gaulle en 1963 lorsqu'il rejeta la demande d'admission de la Grande-Bretagne. Et quand il poursuivit sa politique séparatiste en ordonnant le retrait de la France des institutions militaires de l'OTAN en 1966, l'impasse devint

presque totale. Il ne pouvait exister d'option européenne valable sans la France. L'engagement de plus en plus entier des États-Unis en Asie du Sud-Est et l'orientation de la France vers une semi-neutralité laissaient fort peu de choix aux autres Européens. L'*Ostpolitik* amorcée vers cette époque par l'Allemagne de l'Ouest n'était en fait qu'une nouvelle expression d'unilatéralisme, bien que les modalités en fussent généralement plus acceptables que le déviationnisme français.

L'impasse survenue en Europe de l'Ouest vers la fin des années soixante est peut-être due aussi à un autre facteur. Convaincus dès le début que l'engagement trop poussé des Américains au Vietnam était une erreur, les Européens s'attendaient à ce qu'on la corrige bientôt d'une façon ou de l'autre. Ils ne pouvaient guère s'imaginer que le gouvernement américain mettrait huit ans à terminer cette aventure malheureuse. C'est donc avec un pessimisme croissant qu'ils attendirent d'année en année que les Américains se rendent compte de la futilité de l'aventure vietnamienne et «reviennent au bercail européen».

Lorsque le président Nixon et Henry Kissinger, tous deux versés dans les affaires d'Europe, prirent la direction de la politique étrangère américaine en 1969, on a cru pour un instant que cette politique allait reprendre son orientation atlantique